

---

ciaux et que quel que soit le degré de succès atteint dans un domaine, ce n'est pas au détriment d'un autre. Les efforts que nous déployons dans des domaines différents doivent venir s'appuyer mutuellement et, partant, faire du Canada un associé plus efficace et plus attrayant pour tous nos principaux partenaires économiques.

Cela joue, en particulier, dans le cas du pays qui est, et demeurera sans doute, notre principal partenaire commercial, les États-Unis (où j'ai été ambassadeur, comme vous savez, jusqu'à ma nomination à la CEE l'été dernier). Il est vrai que l'objectif premier de notre politique de diversification est de renforcer notre indépendance par le biais de l'expansion de nos relations étrangères. Il est vrai, aussi, que cette ligne de conduite est entièrement compatible avec notre politique d'amitié envers les États-Unis; en fait, elle vise précisément à réduire les frictions et problèmes découlant de l'image par trop positive qu'on avait, par le passé, des relations canado-américaines. Un meilleur équilibre de nos relations extérieures ne peut qu'améliorer nos liens avec ce pays. Quoi qu'il en soit, nous ne cherchons pas à réduire nos relations commerciales, économiques et financières avec notre voisin du sud, mais à réaliser un équilibre différent et meilleur avec eux comme avec nos autres partenaires, à un échelon généralement plus élevé.

Bien entendu, le Gouvernement fédéral fera tout ce qui est en son pouvoir pour promouvoir cette politique et nouer des relations plus étroites avec l'Europe. Nous disposons déjà d'un réseau impressionnant de liens avec l'Europe, que ce soit au niveau bilatéral ou institutionnel. Il se peut que pour tirer profit au maximum de cet accord, on doive étudier tout l'éventail des mesures gouvernementales, notamment l'adjudication de contrats. Le gouvernement pourrait aussi aider à diffuser de l'information, ici et en Europe, quant aux possibilités offertes, ce qui faciliterait de beaucoup la liaison entre groupes intéressés. De surcroît, les gouvernements provinciaux ont un rôle important à jouer dans le développement de liens plus étroits avec l'Europe. Les provinces ont récemment pris dans ce domaine des mesures qui sont manifestement conformes à la politique fédérale.

Les deux gouvernements s'attendent alors, comme il sied dans une économie libre, que les entreprises privées tirent profit des nouvelles possibilités engendrées par une collaboration plus étroite avec l'Europe. Après tout, l'Europe est le principal marché du monde et, si nous désirons étendre nos liens avec ce continent, bon nombre d'avantages s'offrent à nous. Les gouvernements peuvent nous indiquer la voie, nous ouvrir des portes et nous encourager, mais le gros du travail doit revenir à l'entreprise privée, comme cela est normal dans notre système.